



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°103 – Semaine du 19 septembre 2025

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Nombre d'introductions en bourse
pendant le premier semestre 2025 dans la région nordique

16

Au cours du premier semestre 2025, 16 introductions en bourse et cotations directes ont eu lieu dans les pays nordiques, dont 3 en Norvège, 11 en Suède et 2 en Finlande.

Source: [Nordic IPO Watch 2025, PWC](#)

Pays nordiques

L'espérance de vie dans les pays nordiques reste supérieure à la moyenne européenne. Selon Eurostat, l'espérance de vie dans l'Union Européenne a atteint 81,7 ans en 2024, soit une augmentation d'un trimestre par rapport à 2023. La Suède partage la première place avec l'Italie pour l'espérance de vie la plus élevée de l'Union, toutes deux avec 84,1 ans. Tous les pays nordiques affichent une espérance de vie supérieure à cette moyenne et en augmentation par rapport à 2023 : 83,3 ans en Norvège, 82,8 ans en Islande, 82,4 ans en Finlande et 82,3 ans au Danemark. Par rapport à 2019, l'espérance de vie a augmenté dans 24 des 26 pays de l'UE audités.

La croissance moyenne de la richesse par habitant dans les pays nordiques est très inégale sur la période 2020-2024. Selon l'étude *Global Wealth report 2025* d'UBS, entre 2020 et 2024, la croissance moyenne réelle de la richesse par habitant a été de 31% en Suède, 22% en Norvège, 9% en Finlande et 7% au Danemark. A plan patrimonial, en termes de richesse moyenne et médiane par habitant, les Danois demeurent les plus riches de la région scandinave (resp. 481 000 USD/ adulte et 217 000 USD/adulte en 2024), devant les Norvégiens (368 000 USD et 142 500 USD) et les Suédois (334 400 USD et 89 430 USD). Les pays scandinaves (ie nordiques hors Finlande et Islande) comptent, en cumulé, environ 1,2 M millionnaires en USD.

Danemark

Du 18 au 20 septembre, la présidence danoise accueille les ministres européens de l'Économie pour la réunion du conseil informel ECOFIN. Précédé d'une réunion de l'Eurogroupe, qui rassemble les ministres des Finances de la zone euro, ce conseil informel abordera trois thématiques, au cœur des priorités de la présidence danoise: la simplification des règles encadrant les services financiers; l'impact des normes européennes sur l'économie et les réformes structurelles nécessaires pour accroître la compétitivité au sein des États-membres. Un point sera également fait sur les conséquences de la situation géopolitique sur l'économie européenne. Le ministre de l'Économie, des Finances, et de la Souveraineté industrielle et numérique, M. Éric Lombard, représente la France.

Le gouvernement danois confie à des fournisseurs européens (dont français) le plus important contrat d'armement de son histoire. Le Royaume devrait se doter de huit systèmes de défense antiaérien de longue et moyenne portée. S'agissant de la longue portée, le gouvernement danois a notamment opté pour le missile surface-air *SAMP/T* produit par l'entreprise franco-italienne *Eurosam* (collaboration entre *MBDA* et *Thalès*), qu'elle a sélectionné face à l'américain *Patriot*. Pour la moyenne portée, une ou plusieurs solutions seront choisies parmi le *NASAMS* norvégien, l'*IRIS-T* allemand et le *VL MICA* français. Au total, ces achats s'élèvent à 58 Mds DKK (7,8 Mds €), alors que le gouvernement envisageait initialement une dépense entre 19 et 25 Mds DKK.

L'inflation au Danemark est en légère baisse. Elle a atteint 2,0% en glissement annuel au mois d'août 2025 du fait de la chute des prix de l'électricité, selon l'Institut danois de la Statistique (*Danmarks Statistik*). L'inflation sous-jacente, excluant notamment les prix de l'énergie, s'élève quant à elle à 2,3% en août, contre 2,2% en juillet.

L'industrie danoise connaît une dynamique positive. Sur la période de mai à juillet, la production a augmenté de 2,8% par rapport aux trois mois précédents. Cette croissance est avant tout portée par l'industrie pharmaceutique (+8,7% entre mai et juillet dernier). La production industrielle danoise ne parvient cependant pas à retrouver ses niveaux de 2024 (-7,2% par rapport à juillet 2024).

Novo Nordisk annonce 9 000 suppressions d'emplois (11,5% de ses effectifs mondiaux) dont 5 000 au Danemark. Cette vague de licenciement s'inscrit dans un plan de restructuration de grande ampleur dont l'objectif affiché est de réduire les dépenses de 8 Mds DKK (1,1 Md €) par an d'ici la fin 2026, pour investir notamment en recherche et développement. Le nouveau directeur général de *Novo Nordisk*, Mike Doustdar (remplaçant depuis le 7 août dernier Lars Fruergaard Jørgensen), a également annulé les recrutements prévus, instauré un gel des embauches et ajusté les primes. Cette décision constitue un tournant pour le géant pharmaceutique qui recrutait en masse ces dernières années pour faire face à la demande en très forte progression des traitements antidiabétiques *Ozempic* et anti-obésité *Wegovy*. Depuis 2020, le groupe a presque doublé ses effectifs dans le monde (de 45 300 à 78 400 employés, soit une croissance de +73%). *Novo Nordisk* emploie aujourd'hui 34 000 personnes au Danemark. Selon *Novo Nordisk*, les licenciements sont notamment dus au ralentissement récent de la croissance. Pour la troisième fois cette année, le laboratoire revoit à la baisse ses prévisions : il projette désormais 4 à 6% de croissance du bénéfice d'exploitation, contre 19 à 27% début 2025.

Finlande

La Banque centrale de Finlande revoit à la baisse ses projections de croissance du PIB.

Elle annonce une croissance du PIB de 0,3% en 2025 (contre 0,5% en juin), puis de 1,3% en 2026 et 1,7% en 2027. A noter également que la croissance en 2024 est révisée, passant de -0,1% à +0,4%. La Banque souligne qu'à ce stade il est compliqué d'estimer l'impact de la hausse des tarifs américains sur la croissance.

Davantage de PME sont plus confiantes dans les perspectives économiques.

Selon le baromètre publié par la Fédération des PME et le ministère de l'Économie, une part accrue d'entreprises a des prévisions de ventes en hausse. Mais l'incertitude autour de la conjoncture économique n'invite pas à investir dans un avenir proche. Une part croissante de PME annonce néanmoins des intentions d'embauche. Les PME constituent 99,9% du total des entreprises, et réalisent 54,0% du chiffre d'affaires des entreprises finlandaises en 2023. D'après l'autorité de surveillance financière (*FIN-FSA*), la confiance des industriels augmente également et atteint son niveau le plus haut depuis le début de la guerre en Russie. Les commandes sont en hausse, mais les intentions d'investissements restent basses. Selon la Banque de Finlande, la demande des consommateurs reste contenue.

Nordea a levé plus de 200 Mds € de financements durables.

L'objectif que la banque s'était fixé en 2022 pour la période 2022-2025 est dépassé. La banque *Nordea* affiche des objectifs ambitieux en termes de durabilité : atteindre zéro émission nette en 2050, et réduire les émissions de CO2 de 40 à 50% pour 2030 (par rapport à 2019). Selon l'Agence Internationale de l'Énergie, *Nordea* a financé des projets énergétiques non-verts à hauteur de plus de 800M\$ en 2024.

Le gouvernement va introduire

Posti en bourse. *Posti Group*, propriété à 100% de l'État, va être coté, mais il n'y a pas encore de calendrier pour la cotation ni d'estimation de la future valeur du groupe. L'État compte rester le principal actionnaire

de l'entreprise même après la cotation car elle a une importance stratégique pour la Finlande.

L'État devient l'actionnaire majoritaire du constructeur

Valmet Automotive. L'État s'est porté acquéreur conjointement avec *Pontos*, une société d'investissement finlandaise, de la participation de 20,6% qui était détenue par le Chinois *CATL*. L'État détient désormais 79% du capital de l'entreprise, les 21% restants étant détenus par *Pontos*. Avec cet accord, *Valmet* devrait étendre ses activités au secteur de la défense. La filiale de *Valmet Automotive*, *Ioncor*, présente dans le secteur des batteries, deviendra une filiale de *Finnish Mineral Group*, détenu à 100% par l'Etat.

L'entreprise ICEYE signe un contrat de 158 M€.

Iceye est spécialisée dans la production de microsattellites fournissant des images radar à haute résolution (*SAR*). Le contrat d'acquisition de microsattellites signé avec le ministère de la Défense s'inscrit dans la volonté des forces de défense finlandaises de développer leur capacité de surveillance de l'espace ainsi que l'indépendance militaire du pays.

La société de location de vélos Vapaus fait l'acquisition de la

startup française **Azfalte.** Après une forte croissance en Finlande et en Suède, la startup finlandaise *Vapaus*, cherche à s'étendre dans un autre marché et fait l'acquisition de la startup française *Azfalte*. Selon le dirigeant de *Vapaus*, les deux entreprises partagent les mêmes valeurs. Le nouveau groupe réaliserait un chiffre d'affaires compris entre 35 et 40 M€.

Islande

Le gouvernement présente un projet de loi de finances 2026 à 0,3% de déficit.

Le ministre des Finances et de l'Économie a présenté le 8 septembre 2025 le projet de loi de finances pour 2026. Il s'agit du premier budget annuel présenté par le Gouvernement ayant pris ses fonctions en décembre 2024. Les recettes nettes du budget s'élèveront à 1 591 Mds ISK (11,1 Mds €). Les charges nettes s'élèveront à 1 607 Mds ISK (11,2 Mds €) et représentent 30,7 % du PIB national. Le solde du budget de l'État prévu par le PLF est de - 15,5 Mds ISK (108,2 M€), soit 0,3 % du PIB, contre 1,2 % pour l'exercice précédent. Le budget présente un excédent primaire de 77 Mds ISK (537, 7 M €), un chiffre en augmentation de 60 Mds ISK par rapport au PLF 2025.

S&P maintient la note de A+/A-1 pour l'Islande.

L'agence de notation reconduit la note islandaise de A+/A-1 avec des perspectives stables, soit une notation financière de qualité moyenne supérieure. Les perspectives de croissance islandaises sont plutôt bonnes, autour de 2,4% par an en moyenne pour les années 2025 à 2028, le PIB par habitant est élevé et la situation des finances publiques s'améliore. L'économie demeure toutefois volatile et vulnérable dans un contexte international incertain, qui pourrait notamment affecter le secteur du tourisme et les exportations de biens.

L'Islande se fixe de nouvelles cibles climatiques pour 2035.

A l'occasion de la publication de la Contribution déterminée au niveau national (NDC) islandaise, le ministre de l'Environnement, de l'Énergie et du Climat a dévoilé de nouveaux objectifs climatiques pour l'Islande dans le cadre de l'Accord de Paris. L'Islande se fixe pour objectif de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 50 à 55% en 2035 par rapport à 2005, et de réduire d'au moins 400 kt ses émissions provenant de l'utilisation des terres (LULUCF) entre 2025 et 2035.

Ralentissement du secteur de la construction.

Les résultats agrégés du secteur islandais de la construction sur le premier semestre 2025 révèlent un chiffre d'affaires global pour le secteur de 310 Mds ISK (2,1 Mds €), en baisse de 2 % par

rapport au premier semestre 2024. C'est la première fois depuis 2021 que le secteur connaît un ralentissement de son activité. Selon la Fédération islandaise des industries, ce ralentissement s'observe aussi bien sur les chiffres de la construction de nouveaux logements (baisse de 37 % de la construction d'appartements entre mars 2023 et septembre 2025) que sur ceux de l'importation de matériaux de construction (baisse de 12 % des importations de ciment sur les six derniers mois). Ce ralentissement serait la conséquence de conditions d'emprunt peu favorables, d'une augmentation générale des coûts et d'un contexte politique incertain.

Le Blue Lagoon annonce de nouveaux investissements pour la première fois depuis le début des éruptions à Reykjanes.

Le complexe géothermal du *Blue Lagoon* a annoncé se préparer à des travaux de reconstruction du parking de l'établissement, recouvert de lave en novembre 2024, ainsi qu'à des travaux d'agrandissement significatif des bâtiments accueillant le public. C'est la première fois depuis le début de la série d'éruptions volcaniques sur la péninsule de Reykjanes en 2023 que l'établissement annonce de nouveaux investissements. La fréquentation du *Blue Lagoon* est estimée à 1 M de visiteurs par an.

Icelandair signe des accords pour la location de deux appareils Airbus supplémentaires.

La compagnie porte-drapeau islandaise a annoncé la signature d'un accord de leasing avec la *China Aircraft Leasing Company* pour deux Airbus A321LR. Les deux appareils seront livrés directement par *Airbus* et rejoindront la flotte *Icelandair* pour la saison hivernale 2026-2027, qui comptabilisera alors un total de 9 appareils *Airbus*. *Icelandair* a également annoncé s'être équipée d'un simulateur de vol adapté à ce modèle d'avion, qui s'ajoute aux deux simulateurs *Boeing* déjà utilisés par la compagnie aérienne.

Norvège

Victoire du bloc de gauche lors des élections législatives.

Lors des élections du 8 septembre, la gauche norvégienne a obtenu la majorité avec 87 sièges sur 169, permettant au Premier ministre Jonas Gahr Støre de rester en fonction. Le Parti travailliste, arrivé en tête avec 28,2 % des voix, devra compter sur le soutien du Parti du centre, des socialistes de gauche, du Parti rouge et des Verts pour gouverner avec son cabinet minoritaire. La droite, menée par le Parti du progrès (23,9 %) et les conservateurs (14,6 %), critique la politique fiscale et appelle à une baisse des impôts.

Baisse des taux directeurs à 4%.

La Banque de Norvège a annoncé le 10 septembre une baisse des taux directeurs de 0,25 point à 4%. Sa gouverneuse Ida Wolden Bache n'exclut pas une nouvelle baisse dans les douze mois à venir. Selon elle, le nouveau taux permettra à la fois de contenir l'inflation et de soutenir la croissance économique.

Inflation de 3,5% en un an. L'inflation a atteint 3,5% entre août 2024 et août 2025 (douze mois glissants), selon le Bureau central des statistiques (SSB). Cette hausse est portée par l'énergie (+6,3%), l'alimentation (+5,4%) et l'éducation (+5,1%). Seul l'habillement enregistre une baisse, avec une déflation de 2,5%.

Nouveau plan pour la sécurité des infrastructures numériques.

Début septembre, le gouvernement travailliste a présenté son plan national 2026-2030 pour renforcer la résilience des réseaux de télécommunications face aux crises et menaces sécuritaires. Il prévoit le renforcement de la couverture mobile, la mise en place de solutions de secours avec les municipalités, le développement de technologies de communication mobile-satellite et une meilleure préparation numérique afin d'assurer la gestion des pannes prolongées.

Vers une meilleure utilisation de la chaleur industrielle.

Le 4 septembre, le gouvernement a soumis à consultation publique un projet de loi visant à renforcer l'obligation d'utiliser la chaleur excédentaire issue des procédés industriels. Les grands consommateurs d'énergie, tels que les centres de données et les sites industriels,

devront à termes l'exploiter lorsqu'elle est rentable et réaliser des analyses coûts-avantages pour en évaluer le potentiel.

Deux candidatures pour le projet éolien en mer d'Utsira Nord.

En mai 2025, le ministère de l'Énergie a lancé un appel à candidatures pour la construction d'éoliennes flottantes sur trois zones de 500 MW chacune dans le cadre du projet *Utsira Nord*. À la date limite du 15 septembre, seules deux offres ont été déposées : *Equinor Utsira Nord/Vårgrønn Utsira Nord*, et Harald Hårfarge (*Deep Wind Offshore Norway* et *EDF Renewables International*). Le ministère doit rendre sa décision pour chacune des trois zones au cours du premier semestre 2026.

Clôture des candidatures pour l'obtention de licence d'exploitation.

Le ministère de l'Énergie a reçu les candidatures de vingt compagnies pétrolières et gazières – dont TotalEnergies – pour de nouvelles licences de prospection sur le plateau continental norvégien. Cette procédure d'attribution, ouverte le 9 mai 2025 et clôturée le 3 septembre, a été étendue cette année à 68 nouvelles zones d'exploitation en mer de Barents et 8 zones supplémentaires en mer de Norvège. Les entreprises retenues seront informées début 2026.

De nouvelles communes disposées à accueillir des SMR.

Dans le sud de la Norvège, Lyngdal et Farsund se disent prêtes à accueillir un réacteur nucléaire de type SMR dès 2035, en partenariat avec Norsk Kjernekraft AS. Le projet, estimé à 8,4 Mds €, pourrait générer 400 emplois, et les promoteurs envisagent de s'approvisionner en combustible canadien et australien.

Expatriation des plus grandes fortunes norvégiennes.

Le 18 septembre, le magazine Kapital a publié sa 35^{ème} liste annuelle des 400 plus grandes fortunes norvégiennes. Pour la première fois, plus de la moitié de ces patrimoines (51,5%) sont contrôlés depuis l'étranger. Parmi les personnes répertoriées, 67 résident hors de Norvège, un chiffre qui atteint 107 si l'on inclut les héritiers expatriés détenteurs de parts dans des entreprises familiales.

Suède

Les contributions patronales pour les jeunes devraient être temporairement réduites.

Cette mesure vise à favoriser l'embauche par les entreprises et à prévenir le chômage de longue durée chez les jeunes âgés de 19 à 23 ans. Selon le Service public de l'emploi, le taux de chômage de cette catégorie d'âge s'élève à 8,4% en août 2024, avec 45 000 jeunes inscrits au chômage. Le coût de cette réforme est estimé à environ 7 Mds SEK (641,2 M€). Outre la réduction des cotisations patronales, le gouvernement prévoit de réformer les règles fiscales pour permettre aux propriétaires de petites entreprises de retirer des fonds de leur société à un taux d'imposition inférieur à celui qui s'appliquerait si ces fonds étaient versés sous forme de salaire.

La Suède s'engage à verser 70 Mds SEK (6,4 Mds €) d'aide militaire supplémentaire à l'Ukraine.

La Suède s'était initialement engagée à fournir une aide militaire de 75 Mds SEK (6,9 Mds €) pour la période 2024-2026. Le gouvernement propose donc de compléter l'allocation initiale par 30 Mds SEK (2,7 Mds €) supplémentaires et de prolonger le cadre de soutien jusqu'en 2027 à hauteur de 40 Mds SEK (3,6 Mds €).

La coalition de « Tidö » propose une augmentation du budget de la défense à hauteur de 26,6 Mds SEK.

Cette hausse porterait le budget total de défense à 175 Mds SEK (16 Mds €) en 2026, soit une augmentation de 100 Mds SEK (9,2 Mds €) depuis 2022. Parmi les mesures prévues figure une augmentation des indemnités journalières versées aux conscrits et aux élèves officiers, la première depuis le rétablissement de la conscription en 2017. Le budget prévoit également 12 Mds SEK (1,1 Md€) supplémentaires pour le matériel et les infrastructures, notamment l'artillerie, la défense aérienne, les munitions et les nouveaux véhicules de combat pour l'armée, ainsi que les navires de guerre pour la marine et les avions de transport tactique pour l'armée de l'air. Lors d'une conférence de presse, le Premier ministre Ulf Kristersson (Modérés) a lié cette annonce aux récentes incursions russes dans l'espace aérien polonais.

Le gouvernement veut investir 1 Md SEK (91,6 M€) dans la cybersécurité.

Le ministre de la Défense civile, Carl-Oskar Bohlin (Modérés), a qualifié cette initiative de « *cyber milliard* », avec des allocations de 300 M SEK (27,5 M€) en 2026, suivies de 350 M et 400 M SEK (32,1 et 36,6 M€) les années suivantes. La mesure sera présentée au Parlement dans le cadre du budget d'automne le 22 septembre. M. Bohlin a souligné l'importance de cet investissement à la lumière des récents incidents de cybersécurité, notamment l'attaque perpétrée en 2024 contre le centre de données de la société informatique Tietoevry, qui a touché de nombreuses entreprises et agences gouvernementales. Les municipalités recevront 200 M SEK (18,3 M €) par an, tandis que les régions se verront allouer 50 M SEK (4,6 M€).

318 M SEK (28,9 M€) d'aides d'État supplémentaires par an pour les aéroports régionaux déficitaires.

La perte totale pour les 33 aéroports régionaux existant en Suède a atteint près de 700 M SEK (63,6 M€) en 2024 et les prévisions montrent qu'elle s'élèvera à plus de 800 M SEK (72,7 M€) en 2025. Si la proposition du gouvernement se concrétise, l'aide de l'État passerait de 210 M SEK (19,1 M€) à 528 M SEK par an (48 M€). Ce montant serait versé aux municipalités qui possèdent ces aéroports et permettrait de couvrir 75% de leur déficit d'exploitation. La proposition sera présentée au Parlement dans le budget d'automne le 22 septembre.

La Suède affiche un excédent commercial (biens) de près de 6 Mds€ au cours des 7 premiers mois de 2025.

Les exportations suédoises (biens) ont atteint 1 211,8 Mds SEK (110,1 Mds €) au cours de la période de janvier à fin juillet (un niveau inchangé par rapport à la même période en 2024), alors que les importations ont atteint 1 146,1 Mds SEK (104,2 Mds € soit -1%), ce qui porte le solde commercial pour cette période à un excédent de 65,7 Mds SEK (près de 6 Mds€), soit environ 1% du PIB.

Les prix des denrées alimentaires ont baissé en août pour la première fois cette année, mais l'inflation annuelle reste élevée.

Selon *Statistics Sweden (SCB)*, les prix des denrées ont baissé en août en glissement mensuel. Cependant, ils restent supérieurs de 4,7% par rapport à août 2024. Avec l'électricité, les produits alimentaires demeurent les principaux facteurs d'inflation sur les douze derniers mois, notamment à cause de la hausse des prix des produits laitiers, du chocolat, des confiseries, et des glaces. L'inflation mesurée par le KPIF (hors effets des variations des taux d'intérêt hypothécaires) atteint 3,2% en août, en hausse par rapport aux 3% enregistrés en juillet, et supérieure à l'objectif de 2% de la Banque centrale de Suède, la *Riksbank*. Ce niveau d'inflation explique le maintien du taux directeur à 2% depuis juin.

Sonepar agrandit son installation photovoltaïque dans son centre logistique d'Örebro.

Cet investissement permet à l'entreprise française de doubler sa production d'énergie. Grâce à 610 nouveaux panneaux solaires de 440 W chacun, *Sonepar* peut désormais produire jusqu'à 500 000 kWh par an, contre 250 000 auparavant. Tous les équipements ont été fournis par une filiale, *Aprilice*, plus grande entreprise de cellules solaires de la région nordique. L'entreprise souhaite également compléter son installation par un stockage par batterie pour gérer plus efficacement sa consommation d'électricité. Selon la directrice logistique du groupe, cette démarche s'inscrit dans une volonté de réduire son empreinte carbone.

L'américain Workday rachète Sana, l'un des fleurons de l'IA suédoise pour 1,1 Md \$.

Avec ce prix d'acquisition, *Sana*, fondée en 2016 et spécialisée dans les logiciels IA pour les ressources humaines, passe dans le portefeuille du groupe américain *Workday* qui propose des services de recrutement, de paie, d'audit et de comptabilité. Ce rachat permettra à *Workday* d'automatiser l'ensemble du processus d'évaluation des performances, entre autres fonctions (formations...), avec l'aide de la technologie de *Sana* (*Sana learn* et *Sana agents*). La transaction devrait être finalisée au T4 2025.

Klarna fait une entrée remarquée à la Bourse de New York (NYSE) et devient une décacorne avec une capitalisation de près de 17 Mds \$.

Suivant l'exemple de *Spotify* en 2018, la fintech suédoise a été cotée à la Bourse de New York (NYSE) le 9 septembre 2025 et a levé 1,37 Mds \$ le jour de son introduction. Initialement cotées à 40 \$ l'unité (soit au-dessus de la fourchette de prix annoncée de 35 à 37 \$), les actions ont rapidement atteint 52 \$. Près d'une semaine après son introduction, l'action est cotée à 45,5 \$ et la valorisation totale de l'entreprise s'élève à près de 17,1 Mds \$, soit le tiers du pic de 45,6 Mds \$ atteint en 2021. Le groupe avait initialement prévu de déposer une demande d'introduction en bourse (IPO) en avril 2025 mais avait décalé le lancement aux Etats-Unis en raison de la volatilité du marché, dans un contexte d'incertitudes tarifaires. A ce stade, la cotation de *Klarna* constitue la 5^{ème} plus importante IPO de l'année aux Etats-Unis.

Verisure (ex Securitas direct) fait son retour à la Bourse de Stockholm.

La société suédoise d'alarme résidentielle va faire son retour à la bourse de Stockholm après sa sortie en 2008 à la suite du rachat de cette dernière par le fonds suédois *EQT*. *Verisure* compte aujourd'hui 30 000 employés et 90% de son chiffre d'affaires est réalisé en Europe et 10% en Amérique latine. Le groupe compte au total 5,8 M de clients. *Verisure* espère lever 3,1 Mds €, pour une capitalisation estimée à 20 Mds €, ce qui constituerait une des plus importantes IPO en Europe en 2025.

Nordic Capital envisage de coter sa banque de détail NOBA à la bourse de Stockholm.

Depuis 2024, la société de capital-risque *Nordic Capital* souhaitait réintroduire sa banque de détail *NOBA*, qu'elle avait retiré en 2017 pour en devenir l'actionnaire majoritaire. *NOBA* serait valorisée à 35 Mds SEK (3,2 Mds €). Au premier semestre 2025, le chiffre d'affaires a atteint 5,4 Mds SEK (495 M€) et le bénéfice avant impôts s'élève à 2,2 Mds SEK (201,5 M€). *NOBA* se compose de *Nordax Bank*, *Bank Norwegian* et *Svensk Hypotekspension (SHP)*, prêteurs qui ciblent notamment les travailleurs indépendants. *NOBA* envisage son introduction en bourse avant la fin du T3, encouragé par les bonnes performances des cours des actions de ses concurrents en 2025.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025	T2 2025
Suède	1,5	-0,2	1,0	-0,2	0,5
Danemark	1,5	1,8	3,7	-1,3	1,3
Finlande	0,8	-0,9	-0,1	0,0	-0,4
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	0,1	0,8
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	1,2	0,6
Islande	9	5,6	-0,7	2,9	-0,7

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)²:

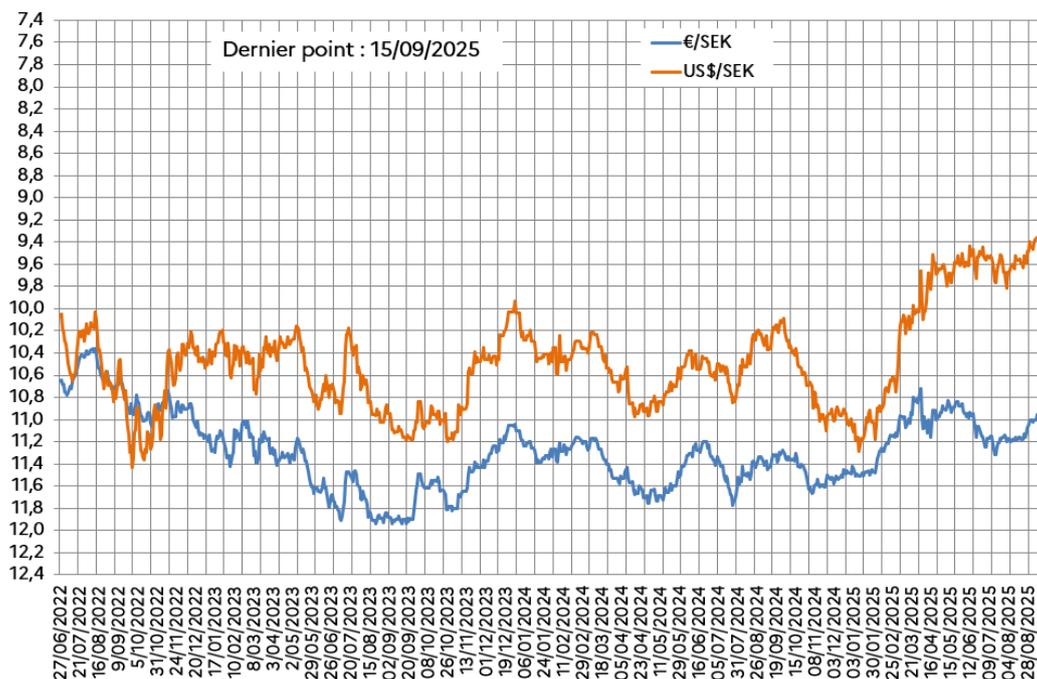
	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025	T2 2025
Suède*	8,4	8,6	2,8	0,9	0,4
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,7	1,7
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,6	0,4
Norvège	5,8	5,5	3,2	2,8	2,8
Islande	8,3	8,8	5,9	4,2	4

Sources : [OCDE](#)

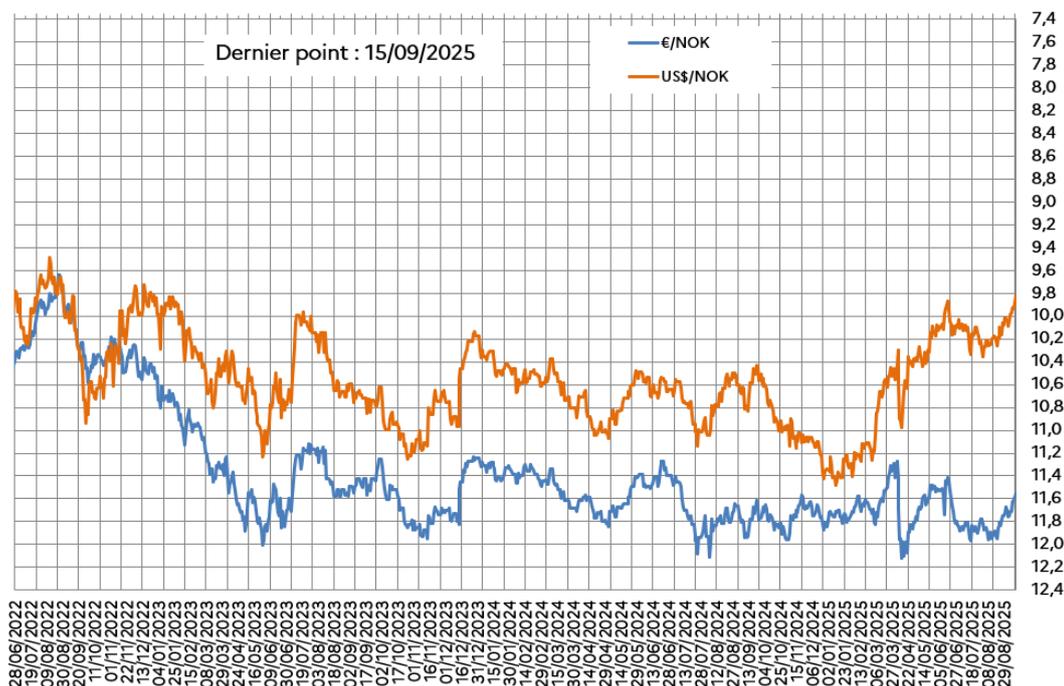
² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.
*IPC à taux variable, tenant compte des effets des taux d'intérêt sur les crédits hypothécaires.

Évolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

olivier.cuny@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, A. Reynaud, M. Valeur, V. Brigodiot), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaitre, J. Grosjean, J. Picard, B. Capron) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin).

Abonnez-vous : juliette.picard@dgtresor.gouv.fr